and advances to directors; but he approved of the old system, by which almost unlimited power was given to the directors in that respect. He, therefore, moved as amendment:—

“Provided always an aggregate amount of discounts and advances made by any Banks upon commercial paper or security to any Director or to any firm of which such directors are partners, shall never at any time exceed one twentieth of the total amount of the discounts and advances made by banks at the same time.”

He (Mr. Crawford) thought that the proposed clause would prevent the very best men from becoming directors, since they would not submit to those restrictions of the shareholders. They might expect to have Banks started in country districts with a capital of \$500,000; and in those districts they could not expect to find men of great financial knowledge. But that resolution would prevent the very men who were best fitted from fulfilling the duties of directors.

Mr. Blake said that if the hon. gentleman would tell the House whether he would like the directors should be overridden by the shares, or the shareholders by the directors, the House might adopt a provision which would have the effect of fixing the matter. His argument went both ways.

Mr. Gibbs made a few remarks, and

Hon. Sir Francis Hincks said the Government had no very strong opinion on the subject either one way or the other. He did not consider that the resolution was of very great importance. He wished the shareholders to have the power of making by-laws to regulate the Banks, and he did not think the hon. gentleman opposite would object to that view.

Mr. Gibbs thought that too much power should not be given in that direction.

After some further complicated discussion,

Mr. Blake recommended that Mr. Crawford should incorporate his provision as addition to the resolution now, and could be made into a separate clause in the Bill. This was agreed to, and the clause as amended was passed.

On clause 13, Sir F. Hincks said the alteration in the clause was made on the suggestion of the Bankers, and the various propositions were severally considered.

le taux d'escompte et les avances aux administrateurs; mais il est d'accord avec l'ancien système qui accordait un pouvoir quasi illimité aux administrateurs à ce sujet et il dépose donc l'amendement suivant:—

«Pourvu toujours que la totalité du montant des escomptes ou avances faits par la banque sur papier officiel ou sur des effets négociables, à un administrateur, ou à une société dont un administrateur est membre, n'excède jamais un vingtième du montant total des escomptes et des avances faits par les banques dans le même temps.»

Il (M. Crawford) croit que ces dispositions empêcheraient les meilleurs candidats de devenir administrateurs, puisqu'ils ne seraient pas admissibles en vertu des restrictions imposées par les actionnaires. Il se peut que des banques soient établies dans des districts ruraux à partir d'un capital de \$500,000; et dans ces endroits, l'on ne saurait trouver des hommes ayant beaucoup de connaissances financières. Or cette résolution empêcherait ces hommes qui sont justement les mieux préparés à remplir la tâche d'administrateur de le devenir.

M. Blake demande si l'honorable député aurait l'obligeance de dire à la Chambre s'il veut que les administrateurs soient supplantés par les actionnaires ou les actionnaires par les administrateurs; la Chambre pourrait alors adopter des dispositions permettant de régler cette question. L'argumentation peut jouer dans les deux sens.

M. Gibbs fait quelques remarques, et

L'honorable sir Francis Hincks dit que le Gouvernement n'a pas une opinion très définie à ce sujet, dans un sens comme dans l'autre. Il ne considère pas cette résolution d'une grande importance. Il espère que les actionnaires détiendront le pouvoir de faire des règlements sur la gestion des banques et il ne croit pas que l'honorable député assis en face s'opposerait à cette façon de voir.

M. Gibbs pense qu'il ne faudrait pas donner trop de pouvoirs à ce groupe.

Après quelques discussions compliquées,

M. Blake recommande que M. Crawford incorpore cette disposition pour l'ajouter à la résolution et que celle-ci constitue un article distinct du projet de loi. Les députés sont d'accord à ce sujet et l'article est adopté sous sa forme amendée.

Au sujet du treizième article, sir F. Hincks dit que les modifications ont été apportées à la suggestion des banquiers et que les diverses propositions ont été étudiées à plusieurs reprises.